

Destinataires :

- . Bureau national
- . Fédérations
- . URI
- . UD
- . Secrétaires confédéraux

N°66 du 13 juillet 2023

Réunion multilatérale avec la Première ministre

La CFDT¹ a participé à la réunion multilatérale entre les partenaires sociaux et la Première ministre le 12 juillet en présence du Ministre du travail Olivier Dussopt.

La Première ministre a ouvert la réunion en exprimant son souhait d'une place plus grande faite au dialogue social afin de faire face aux changements dans le monde du travail. C'est ce qui explique que le Président de la République ait proposé un nouvel agenda dans l'optique d'aboutir à un nouveau pacte de la vie au travail couvrant un champ très large de thèmes tels que l'emploi des seniors, les parcours professionnels, l'usure professionnelle ou le compte épargne temps.

La Première ministre a, dès l'introduction de la réunion, garanti l'autonomie des négociations à venir. Elle s'est ensuite inscrite dans la proposition d'agenda social discuté entre les organisations syndicales et les organisations patronales. Elle a donc enregistré que les partenaires sociaux négocieraient de façon autonome sur les thèmes suivants :

- Gouvernance des groupes de protection sociale.
- Convention 2023-2026 Agirc-Arrco.
- Comité de suivi de l'ANI télétravail.
- Diagnostic sur la prévoyance des non-cadres.
- Valorisation des parcours syndicaux.

Elle a ensuite proposé que des négociations s'ouvrent dans le cadre de l'article 1 du code du Travail, ce qui signifie que ces négociations feront l'objet d'un document d'orientation discuté au préalable avec le ministère du Travail. Les thèmes de négociations seront l'emploi des seniors, le compte épargne temps universel, les parcours professionnels avec les reconversions professionnelles et l'usure professionnelle.

¹ La délégation CFDT était composée de Marylise Léon et Yvan Ricordeau.

La définition de ce document d'orientation a été explicitée, il laissera toutes les marges possibles aux négociateurs en organisant les objectifs à atteindre sans préciser les moyens pour les atteindre. Pour la CFDT, il s'agit donc d'une inflexion marquée par rapport aux précédentes négociations et même d'un changement de méthode par rapport à la concertation retraites.

Marylise Léon est intervenue en premier pour mettre en exergue les enjeux contenus dans l'agenda social et l'intérêt de renouer le dialogue et répondre aux attentes des travailleuses et travailleurs (voir l'intervention en annexe et le document des propositions CFDT).

Dans un premier temps, la secrétaire générale de la CFDT a exprimé la très grande vigilance collective à avoir au vu du niveau de ressentiment et de colère exprimé par le monde du travail. Elle a ensuite présenté les priorités revendicatives sur chaque dossier contenu dans l'agenda social et demandé des garanties afin que les résultats des négociations soient repris tels quels par le gouvernement. Ce respect du dialogue social doit aller de pair avec un renforcement du dialogue social en entreprise, ce qui nécessite de revenir sur des dispositions des ordonnances de 2017.

Les autres organisations syndicales sont intervenues sur des problématiques similaires : rappel de l'opposition à la réforme des retraites, enjeu prioritaire d'aborder les questions du travail, retour sur les ordonnances, négociations Agirc-Arrco et assurance chômage ont ponctué les différentes interventions. La CGT s'est démarquée des autres organisations syndicales, n'ayant pas validé l'agenda commun des partenaires sociaux, ce qui l'a poussée à mettre en avant des priorités propres.

Les organisations patronales ont globalement appuyé l'organisation des futures négociations au vu de l'agenda commun des partenaires sociaux. L'intervention de Patrick Martin comme futur président du Medef était attendue : il s'est clairement inscrit dans l'optique de relancer le dialogue social au niveau interprofessionnel qui, selon ses mots, est « nécessaire à la croissance et à la cohésion de notre pays ». Medef, CPME et U2P ont appuyé leurs priorités tout en exprimant des réticences à aborder certains thèmes comme le CETU ou l'usure professionnelle.

Cette réunion s'est conclue par l'organisation des négociations à venir :

- Réunions bilatérales avec le Ministère du Travail d'ici fin juillet pour aborder la lettre de cadrage de la négociation Assurance Chômage dont l'ensemble des participants ont relevé la difficulté à venir pour trouver les voies d'un accord sur les règles d'indemnisation.
- Réunions bilatérales cet été avec le Ministère du Travail sur les retraites complémentaires avant que ne se tiennent les négociations paritaires d'ores et déjà prévues entre le 5 septembre et le 4 octobre.
- Réunion avec le Ministère du Travail à la rentrée pour organiser le cycle de négociations à venir sur le pacte de la vie au travail : emploi des seniors, CETU, parcours professionnels dont reconversions professionnelles et usure professionnelle. Ces négociations se dérouleront ensuite de l'automne 2023 au printemps 2024.

La Première ministre a conclu la réunion en ouvrant 2 autres chantiers :

- Un travail sur l'impact de certaines exonérations de charges et de la prime d'activité sur les premiers niveaux de rémunérations des travailleurs et travailleuses. Ce pourrait être les prémices de la commission bas salaires revendiquée par la CFDT depuis de nombreux mois.
- La mise en place d'un pilotage stratégique de la formation professionnelle, ce qui correspond à une demande des partenaires sociaux dans le dernier accord signé par la CFDT.

Annexes :

- ✓ Intervention de Marylise Léon lors de la réunion multilatérale.
- ✓ Propositions CFDT pour renouer le dialogue et répondre aux attentes des travailleurs et des travailleuses.